



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ préfectoral n°2025/ICPE/281 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société APLIX au Cellier**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.122-2 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2013 autorisant la société APLIX à exploiter des installations sur le territoire de la commune du Cellier, ZA Les Relandières Nord ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2019 relatif à l'extension des bâtiments présents sur le site ;
- Vu** le courrier (référéncé N2-2020-156) du 28 mai 2020 faisant suite à la visite d'inspection du 27 mai 2020 qui précise le nouveau programme de surveillance des rejets aqueux ;
- Vu** le donner acte de réexamen IED (référéncé N2-2023-810) du 28 juillet 2023 qui actualise le tableau de classement du site du Cellier ;
- Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société APLIX le 10 juin 2025, concernant le transfert d'une partie des activités du site de Pontchâteau vers celui du Cellier ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 4 août 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société APLIX le 7 août 2025 ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant formulée par courrier du 21 août 2025 ;

**Considérant** que le projet d'intégration de nouvelles activités sur le site avec mise à jour de la situation administrative :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;
- n'atteint pas de seuils quantitatifs ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** qu'après analyse de l'inspection des installations classées le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

## TITRE I. OBJET

La société APLIX, dénommée « l'exploitant » ci-après, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour son site situé ZA Les Relandières Nord au Cellier (44 850).

## TITRE II. PORTÉE DES MODIFICATIONS

### CHAPITRE II.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES

#### Article II.1.1. Au titre de la nomenclature des ICPE

Le tableau de classement des installations présenté à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 juin 2013 est modifié et remplacé comme suit :

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime(*)
3670-2	<b>Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques</b> notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.	<b>332 t/an</b> (pour l'utilisation de colles avec solvant)	A
1510-2.b	<b>Entrepôts couverts</b> (installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	<b>151 275 m<sup>3</sup></b> (pour mémoire : 1530 : 1 481 m <sup>3</sup> 2662 : 709 m <sup>3</sup> 2663 : 8 257 m <sup>3</sup> )	E
2940-2.a	<b>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.</b> (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) <b>sur support quelconque</b> à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	<b>5,35 t/an</b> (pour l'utilisation de colles sans solvant)	E
2321	<b>Ateliers de fabrication de tissus, feutre, articles de maille, dentelle mécanique, cordages, cordes et ficelles</b> La puissance maximum de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW	<b>1 074 kW</b>	D
2330-2	<b>Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles</b> La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée étant : 2. Supérieure à 50 kg/j, mais inférieure ou égale à 1t/j	<b>800 kg/j</b>	D
2661-1.c	<b>Polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	<b>9,13 t/j</b>	D
2661-2.b	<b>Polymères</b> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matières susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	<b>3,3 t/j</b>	D
2910-A.2	<b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, à la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la	<b>6,19 MW</b>	DC



	définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de biomasse, de la biomasse issue de déchet au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
<b>2925-1</b>	<b>Accumulateurs électriques</b> (atelier de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<b>63,63 kW</b>	<b>D</b>
<b>1978-5</b>	<b>Solvants organiques</b> (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an	<b>8,87 t/an</b>	<b>D</b>
<b>1978-8</b>	<b>Solvants organiques</b> (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	<b>254 t/an</b>	<b>D</b>
<b>1185-2.a</b>	<b>Gaz à effet de serre fluorés</b> visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	<b>1275,1 kg</b>	<b>DC</b>

\* A = Autorisation, E = enregistrement, DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration

## CHAPITRE II.2. DISPOSITIONS DES ACTES ANTÉRIEURS SUPPRIMÉES

Les dispositions des articles 8.6.4 (alinéa 1) et 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 juin 2013 faisant référence à la réserve incendie de la société DAVIGEL (calcul dans les besoins en eau et convention de mise à disposition) sont supprimées. Les autres prescriptions sur les ressources en eau et mousse de l'article 8.6.4 demeurent inchangées.

## TITRE III. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

### CHAPITRE III.1. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LA STATION COMMUNALE DU CELLIER

Les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 juin 2013 sont modifiées et remplacées comme suit :

Substance	Code Sandre	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité de surveillance
Volume	1552	SO	120 000 000	Journalier ou continu
MES	1305	100	12 000	hebdomadaire
DCO	1314	300	36 000	
DBO5	1313	80	80 000	
Azote global	1551	30 (NTK) 150 (NGL)	3 600 (NTK)	
Phosphore total	1350	15	1 800	
Indice Phénols	1440	0,3		1 fois tous les 3 ans
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	0,05		trimestriel
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15		1 fois tous les 3 ans

Substance	Code Sandre	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité de surveillance
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1		
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2		
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8		
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1		
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	7714	5		trimestriel
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques adsorbables (AOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1		
Hydrocarbures totaux	7009	10		1 fois tous les 3 ans
Tétra BDE 47	2919	0,025		
Penta BDE 99	2916	0,025		
Naphtalène	1517	0,130		
Nonylphénols	1958	0,025		
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	0,025		
Benzo(a)pyrène	1115	0,025		
Benzo(b)fluoranthène	1116	0,025		
Benzo(k)fluoranthène	1117	0,025		
Benzo(g,h,i)perylène	1118	0,025		
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	1204	0,025		
Toluène	1278	0,07		
Xylènes (Somme o, m, p)	1780	0,05		

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

## CHAPITRE III.2. CONTRÔLE PÉRIODIQUE DES NOUVELLES INSTALLATIONS

Dans un délai de 6 mois à compter de la publication du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser le contrôle des rejets atmosphériques pour les installations relevant de la rubrique n° 2661-1 et n° 2940-2 (lignes d'extrusion) nouvellement ajoutées dans l'atelier « Plastique 2 ».

## CHAPITRE III.3. LIMITATION DU STOCKAGE DE MATIÈRES COMBUSTIBLES

Le stockage de matières combustibles (y compris les colles exemptes de solvants) sont limitées aux stricts besoins de l'activité en cours dans l'atelier « Plastique 2 ».

## TITRE IV. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS



## CHAPITRE IV.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

## CHAPITRE IV.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## CHAPITRE IV.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société APLIX, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune du Cellier.

## CHAPITRE IV.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Chateaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune du Cellier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 05 SEP. 2025

Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF